



Civil Society Information Society Advisory Council (CSISAC)

“La voix de la société civile à l’OCDE”

Réaction à la ministérielle de l’OCDE sur l’économie numérique de la CSISAC

- Pour diffusion immédiate -

Cancún (Mexique)

le 23 Juin 2016

Traduction: Eliane Hamel and John Lawford, from the Public Interest Advocacy Center (PIAC)

La société civile de pays membres et non-membres de l’OCDE se sont réunis pour échanger sur les défis de l’économie numérique. Sous les auspices du CSISAC, les organisations de la société civile ont participé à un Forum sur portant sur le thème «Une économie numérique inclusive, équitable et responsable.» Le forum CSISAC reflète une grande diversité de milieux, de régions géographiques, de genres et de perspectives. CSISAC souhaite exprimer au gouvernement mexicain et à l’OCDE, au nom de la société civile, sa reconnaissance pour l’organisation de cet événement et pour la participation active des représentants de l’OCDE et du gouvernement mexicain.

Le Forum de la société civile a présenté des observations du professeur Shoshana Zuboff qui a souligné que «le capitalisme de surveillance» pose un défi fondamental pour les institutions démocratiques qui ne peuvent pas être ignorées. Bruce Schneier a mis en lumière que la connectivité accrue pourrait conduire à une vulnérabilité accrue. Les participants à la réunion ont revu la Déclaration de Séoul de 2008 à la lumière des nouveaux défis que pose l’économie numérique pour les droits humains. Ils ont aussi défini les objectifs de la société civile pour l’OCDE, et collaboré avec la Commission syndicale consultative (TUAC) pour explorer les questions qui peuvent être traitées conjointement.

Des experts de la société civile associés à CSISAC ont pris part à plusieurs panels de la conférence ministérielle et ont eu l’occasion d’exprimer leurs points de vue et de débattre avec les autres

participants.

CSISAC *Vers une économie numérique inclusive, équitable et responsable* A l'issue de la réunion ministérielle, les ministres de l'OCDE ont adopté une déclaration. CSISAC remercie les ministres qui reconnaissent, dans la déclaration, l'importance du respect des droits humains et de la sécurité numérique.

CSISAC soutient la déclaration de Cancún qui met de l'avant la nécessité de préserver l'ouverture fondamentale d'Internet, le développement d'accords internationaux favorisant la vie privée et la protection efficace des données à travers les différentes juridictions de même que le travail de l'OCDE à établir des politiques basées sur la recherche.

Cependant, la menace que l'économie numérique fait peser sur les droits humains, y compris la vie privée et la liberté d'expression, a été insuffisamment abordée dans la Déclaration ministérielle. Plus spécifiquement, avec la montée de l'Internet des objets et l'utilisation de l'intelligence artificielle pouvant mener à des décisions opaques qui affectent les droits et libertés des individus, l'OCDE doit se pencher sur les défis émergents de l'économie numérique. Plus précisément:

- La protection des droits humains est fondée sur la primauté du droit et de l'institution démocratique. Cela ne peut pas être remplacé par l'approche multipartite. Dans la mesure où ceux qui sont touchés par les politiques sont invités à fournir leurs points de vue, il doit y avoir un engagement à une participation significative et des résultats concrets. La véritable approche multipartite doit aller plus loin que la «coopération». Elle doit favoriser l'adoption d'un modèle véritablement collaboratif qui engage non seulement à écouter la société civile, mais également à examiner activement et véritablement les questions et les problèmes que les organisations soulèvent.
- Il ne suffit pas d'augmenter l'importance de la connectivité si cette connectivité n'est pas associée à la neutralité, l'abordabilité, le respect des droits humains, et l'interdiction de la suspension de l'accès à Internet;
- l'économie numérique et toute cette collecte et cette analyse de données qui s'infiltrent dans la vie privée des gens. Les outils de mesure doivent tenir compte de notions telles que l'inclusion et l'équité et mettre l'individu au cœur de cet exercice.
- Il y a un besoin impératif d'évaluer systématiquement, peu importe la façon dont les données sont traitées, si elles ont un impact sur la discrimination, l'exclusion sociale, la création de nouvelles inégalités ou si elles ont un impact majeur sur certains groupes comme les pauvres, les migrants, les personnes handicapées, les personnes âgées, et les enfants.
- Nous ne nous admettons pas de l'inévitabilité de progrès technologique. Nous savons qu'il y a des avantages, mais aussi des menaces qui pèsent sur le bien-être des individus et des sociétés

démocratiques avec toutes ces nouvelles technologies. Le plus tôt ces technologies seront bien comprises, meilleure seront nos chances de favoriser une croissance durable.

- Nous rejetons le concept d'«interopérabilité» comme base pour dresser les cadres des politiques internationales en matière d'économie numérique. Il devrait y avoir des mesures de protection globales pour les droits humains, la vie privée et la protection des données, fondées sur les normes relatives aux droits de l'homme.
- Les flux de données internationales, les politiques d'innovation et de commerce doivent respecter les droits de l'homme.
- CSISAC exprime également ses préoccupations concernant les récents développements dans Oaxaca et rappelle à tous les pays de l'OCDE leurs obligations de se conformer aux droits humains.

Indépendamment de notre appartenance à un pays ou notre affiliation à l'une ou l'autre des «parties prenantes», nous sommes tous des participants actifs à l'économie numérique en tant que consommateurs, en tant que citoyens, en tant que membres des familles et des communautés.

Nous sommes impatients de poursuivre notre collaboration avec l'OCDE. Nous visons à jouer un rôle élargi dans toutes les activités qui tiennent compte de l'économie numérique et de tous ceux dont la vie sera touchée par les changements technologiques.

Les références

- Comité consultatif de la société civile <http://csisac.org/>
- Déclaration de Séoul CSISAC <http://csisac.org/seoul.php>
- Forum CSISAC, "Vers une économie numérique inclusive, équitable et responsable» (Cancun 2016) <http://csisac.org/events/cancun16/>

A propos du CSISAC

Civil Society Information Society Advisory Council (CSISAC) est la voix de la société civile au sein du Comité de l'OCDE sur la politique de l'économie numérique. Nous facilitons l'échange d'informations entre l'OCDE et les participants de la société civile, facilitant l'information et l'adoption de cadres politiques plus largement acceptées. La reconnaissance officielle de ce Comité consultatif de l'OCDE a été le résultat d'un effort entrepris dans les années 1990 pour promouvoir la parité de participation dans la prise de décision globale.

Aujourd'hui, le CSISAC est le lieu principal d'expression de la participation de la société civile aux travaux de l'OCDE sur l'économie numérique, mettant en commun les efforts de plus de 200 organisations, militants et chercheurs du monde entier. Vous pouvez en apprendre davantage sur le CSISAC dans notre site web¹ ou écrire directement à l'CSISAC Liaison <liaison@csisac.org>.

¹<http://csisac.org/>